

## GAMBIE

République de Gambie

CAPITALE : Banjul

SUPERFICIE : 10 689 km<sup>2</sup>

POPULATION : 1 248 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Yahya Jammeh

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : abolie en pratique

## GAMBIE

**La liberté d'expression et d'association a continué à faire l'objet de restrictions. Des journalistes ont été harcelés et détenus pendant de courtes durées, tandis que leurs activités étaient menacées par la perspective d'une nouvelle loi encore plus restrictive. Des membres de partis d'opposition ont eux aussi été harcelés et arrêtés. Plusieurs informations ont fait état de sévices graves infligés à des prisonniers.**

### Contexte

Quand le *Armed Forces Provisional Ruling Council* (AFPRC, Conseil provisoire des forces armées) a pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 1994, Amnesty International a dénoncé la suspension de la précédente Constitution. L'Organisation avait également critiqué le nouveau texte, qui réintroduisait la peine de mort accordait l'impunité aux auteurs d'atteintes aux droits humains et prévoyait des dérogations aux dispositions relatives aux droits fondamentaux. L'ancien président de l'AFPRC, le colonel (en retraite) Yahya Jammeh, a été élu chef de l'État en septembre 1996 à l'issue d'élections controversées. Des décrets ont été adoptés, interdisant aux membres de l'ancien gouvernement d'exercer une quelconque activité politique et garantissant une immunité totale à ceux qui ont exercé le pouvoir entre le coup d'État de 1994 et le retour à un régime civil. À la fin de l'année, ces décrets étaient toujours en vigueur.

Dans les années qui ont suivi ce coup d'État, l'isolement du gouvernement gambien sur la scène internationale a été progressivement rompu. Plusieurs gouvernements et organisations intergouvernementales ont rétabli leur aide bilatérale, bien que la situation des droits humains dans le pays ne se soit pas améliorée.

En février 1999, la Gambie a envoyé 120 soldats rejoindre une force ouest-africaine de maintien de la paix basée en Guinée-Bissau. Cette force a quitté la région en juin à la suite d'un changement de gouvernement en mai.

### Limitation de la liberté de la presse

La police et les forces de sécurité ont continué d'intimider des journalistes en les arrêtant arbitrairement et en les menaçant d'actes violents.

Le gouvernement a élaboré un projet de loi portant création d'une *National Media Commission* (Commission nationale des médias) dotée de pouvoirs judiciaires. Cet organisme serait habilité à infliger des amendes et à incarcérer des journalistes pendant six mois ou plus si ceux-ci refusaient de témoigner, gênaient les activités de la Commission, offensaient cette dernière ou lui désobéissaient d'une quelconque manière. Dans le cadre de ses enquêtes, la Commission aurait également le pouvoir de saisir les informations ou les biens d'un journaliste. Ses décisions ne seraient pas susceptibles d'appel. En vertu de ce projet de loi, aucun organe de presse ni journaliste ne pourrait travailler sans avoir obtenu une autorisation de la Commission. Amnesty International a estimé que toutes ces restrictions limitaient abusivement la liberté d'expression. À la fin de l'année, l'Assemblée nationale n'avait toujours pas examiné le projet de loi.

Jusqu'en mars 1999, les agents de l'immigration ont ouvertement surveillé le *Daily Observer*, quotidien indépendant le plus diffusé dans le pays. Pendant une semaine en mai, les agents d'identité des passeports ont

également président du *Gambia Press Union* (Syndicat de la presse de Gambie). Leur renvoi serait lié à la publication d'articles critiquant la politique gouvernementale.

La station de radio Citizen FM est restée fermée durant toute l'année 1999. Elle avait cessé d'émettre en février 1998, sur ordre du gouvernement, apparemment en raison de ses émissions sur la *National Intelligence Agency* (NIA, Agence nationale de renseignements), qui est impliquée dans des violations graves et persistantes des droits humains. Les autorités ont qualifié ces émissions de « *journalisme irresponsable* » et refusé de renouveler la licence de la station. À la fin de l'année 1999, cette décision était toujours en instance d'appel devant la Haute Cour. Le fait que les avocats du gouvernement ne se soient pas présentés à l'audience et qu'un nouveau magistrat ait été désigné pour examiner l'affaire semble indiquer que les autorités retardaient le procès afin de prolonger la fermeture de la station.

✓ En juillet, moins de trois semaines après le lancement du journal *The Independent*, le gouvernement a ordonné sa fermeture. Il a invoqué des irrégularités d'enregistrement, bien que les documents en question aient en fait été en règle. Cette fermeture semblait liée à la publication d'un éditorial ayant condamné les atteintes aux droits humains qui auraient été perpétrées depuis le coup d'État de 1994. Le journal a rouvert une semaine plus tard environ. En juillet et en août, des agents de la nia ont détenu pour de courtes durées trois membres du journal : le directeur de la publication, Baba Galleh Jallow, le directeur de la rédaction, Yorro Alagi Jallow, et un journaliste, N.B. Daffeh. Fin décembre, les trois hommes et un autre journaliste, Jalali Walli, ont été arrêtés par la *Serious Crimes Unit* (Unité de police des délits graves) pour diffamation envers le président Jammeh. Ils avaient publié un article dans lequel ils soupçonnaient le chef de l'État de s'être marié pour la troisième fois.

✓ Au mois de septembre, le directeur de la publication du *Daily Observer*, Sheriff Bojang, et un éminent journaliste, Alieu Badara Sow, ont été détenus pendant une courte période et interrogés par des agents de la nia. Ils avaient publié des informations selon lesquelles des coups de feu avaient été échangés entre la garde présidentielle et un hélicoptère sénégalais au moment où celui-ci survolait la localité de naissance du président Jammeh.

### **Procès concernant l'affaire de la mosquée de Brikama**

Les quatre personnes qui restaient inculpées, depuis juin 1998, de complot en vue de provoquer une émeute et d'endommager un bâtiment dans la ville de Brikama ont été relaxées en février. Au départ, la nia avait arrêté et détenu au secret 10 prisonniers d'opinion, dont des membres du *United Democratic Party* (UDP, Parti démocratique unifié) et l'imam de Brikama, Alhaji Karamo Touray. Ces hommes avaient été arrêtés pour avoir, semble-t-il, tenté de détruire un mur érigé autour de la mosquée par un groupe de jeunes sympathisants du gouvernement, apparemment dans le but d'empêcher l'imam de s'exprimer sur des questions politiques. Au moins l'un des détenus aurait été torturé en détention. Au terme du procès, qui a duré presque neuf mois, le président du tribunal a relaxé les accusés. L'État a fait appel de cette décision.

### **Partis d'opposition**

Les activités des partis politiques d'opposition ont continué à faire l'objet de restrictions, malgré la levée de l'interdiction du multipartisme en 1997. En vertu d'un décret présidentiel, toutes les personnes ayant occupé les fonctions de président, de vice-président ou de ministre avant le coup d'État se sont vu interdire toute activité politique. En octobre, le président Jammeh a dissous le *July 22 Movement* (Mouvement du 22 juillet) – organisation non officielle qui milite pour le parti au pouvoir, l'*Alliance for Patriotic Reorientation and Construction* (APRC, Alliance pour la réorientation et la construction patriotiques) – et son mouvement de jeunes, le *National Youth Action Group* (Groupe d'action national de la jeunesse). Des membres du Mouvement du 22 juillet auraient harcelé et intimidé en toute impunité des membres de partis d'opposition, des journalistes et des civils.

✓ En mai, Ousainou Darboe, dirigeant de l'UDP, a accusé le gouvernement d'arrêter et de harceler des membres de son parti. Il a déclaré que trois militants de l'UDP avaient été interpellés après qu'il se fut rendu dans leur village, et d'autres placés en détention pour être interrogés.

### **Torture**

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles des prisonniers de la prison centrale de l'État (Mile Two) auraient été roués de coups et maltraités par des membres de l'administration pénitentiaire. L'absence de surveillance médicale ainsi que le manque de nourriture et d'hygiène ont fait que les conditions d'incarcération dans cet établissement se sont apparentées à un traitement cruel, inhumain et dégradant.

### **Droits des femmes**

La discrimination et les actes de violence envers les femmes ont persisté. Les mutilations génitales féminines (MGF), notamment, sont restées une pratique répandue dans les zones rurales. En janvier, le président Jammeh a pris fait et cause pour les MGF et menacé de mort les personnes qui s'élèvent contre cette pratique, déclarant que « *rien ne garantit qu'ils [les opposants aux MGF] pourront rentrer chez eux après avoir prononcé leurs discours* ». Plus tard, le président est revenu sur ces déclarations. En septembre, l'Assemblée nationale a approuvé une politique qui garantit aux femmes l'égalité en matière d'éducation, de santé, de technologies adéquates et de pouvoir de décision.

### **Peine de mort**

En 1997, quatre hommes avaient été condamnés à mort par la Haute Cour, après avoir été reconnus coupables de trahison pour avoir tenté de renverser le gouvernement lors d'une attaque armée contre le camp militaire de Farafenni en novembre 1996. Leur déclaration de culpabilité avait été infirmée en appel en octobre 1997, mais l'État avait ensuite formé un recours. Les quatre hommes sont restés en détention en 1999.

Trois hommes ont été condamnés à mort par la Haute Cour en 1999 pour avoir perpétré une attaque armée contre la base militaire de Kartong en 1997. Deux des accusés ont déclaré avoir été torturés lors des interrogatoires de police.